Revivez #LaREF22 - "Eviter la panne - L'énergie à tout prix ?"

Publié le 8 septembre 2022

Avec Pascal Canfin, Étienne Klein, Jean-Bernard Lévy, Zion Lights, Claire Waysand, Agnès Pannier-Runacher et animé par Hedwige Chevrillon.

Verbatim

Agnès Pannier-Runacher : "*Nous traversons la crise énergétique la plus forte depuis probablement 30 ans.*"

"*Notre modèle démocratique est aussi en jeu derrières ces enjeux énergétiques.*"

"*Le plan Sobriété, c'est 10 % d'efforts collectifs.*"

Pascal Canfin : "*Le fait qu'il y ait un Green Deal à la française, c'est absolument nécessaire.*"

Claire Waysand : "*Depuis le début de la guerre en Ukraine, nous avons cherché à diminuer notre dépendance au gaz russe.*"

"*Ce qui est important aujourd'hui, c'est d'être dans une situation dans laquelle nous pouvons assurer l'approvisionnement de nos clients cet hiver. Nous nous sommes préparés, pour nous permettre de nous substituer au gaz russe.*"

Agnès Pannier-Runacher : "*Aujourd'hui, ce qui est en cause, c'est des heures ou des jours de tension, mais pas sur toute la période.*"

Jean-Bernard Lévy : "*Au sujet des réacteurs, on construira d'autant mieux qu'on standardisera.*"

"*Notre atout fondamental vis-à-vis de l'opinion publique, c'est la sureté nucléaire.*"

Claire Waysand : "*Aujourd'hui, le problème numéro 1 des chefs d'entreprise qui sont dans cette salle, c'est le prix de l'énergie.*"w

Etienne Klein : "*Il faut apprendre à parler correctement de l'énergie, en faisant honneur à ce que nous savons.*"

"*Si nos discours sur l'énergie ne tiennent pas compte des lois physiques, nous nous trompons.*"

"*Si l'énergie se conserve, on ne peut pas en produire à partir de rien.*"

"*On ne peut pas non plus consommer de l'énergie, on la transforme. En termes de physique, cela veut dire que vous avez transformé sa forme sans toucher sa quantité. Il n'y a donc pas non plus d'énergie renouvelable. La question couplée de l'énergie et du climat est d'une complexité effroyable.*"

"*Les débats en cours sont en fait des débats d'affect. On oppose les énergies renouvelables et les fossiles, mais elles ne sont pas indépendantes les unes des autres. On ne renouvellera pas ce débat à coup de tweet.*"

Zion Lights : "*J'étais anti-nucléaire, donc je voulais fermer des centrales. Or, nous devons avoir le nucléaire, comme nous devons avoir des énergies propres, si nous voulons sauver la planète.*"

"*Je suis passée de l'état d'une militante écologique qui n'y connaissait rien à quelqu'un qui maintenant sait de quoi elle parle.*"

Pascal Canfin : "*Il y a l'impact des métaux rares. Nous avons développé une autonomie stratégique sur les métaux rares nécessaires pour les énergies propres, sans quoi nous allons substituer une dépendance à la Russie par une dépendance aux métaux rares.*"

"*La France porte depuis des mois la décorrélation entre le prix du gaz et celui de l'électricité... mais cela ne résout pas tout. Si on veut réussir le Green Deal, il faut électrifier.*"

Jean-Bernard Lévy : "*On espère que cela va bouger, car le système devient complètement absurde.*"

Claire Waysand : "*Beaucoup d'industriels ont du gaz dans leurs processus de production, donc il faudrait caper le prix du gaz sur le marché de gros.*"

"*Sortir du fossile, cela ne veut pas dire sortir du secteur gazier;*"

Jean-Bernard Lévy : "*Nous travaillons étroitement avec le Cigref, car nous travaillons sur le plan d'économie que tout le Cigref va proposer à ses membres, car le numérique est gros consommateur d'énergie.*"

Zion Lights : "*Ne fermez pas des centrales qui sont en parfait état.*"

Pour aller plus loin

La guerre en Ukraine a mis en exergue l'extrême dépendance des économies européennes vis-à-vis du pétrole et surtout du gaz russe. Une arme que Vladimir Poutine n'hésite pas à brandir, soufflant le chaud et le froid au gré de ses succès ou de ses déboires militaires. Il est vrai que près de la moitié du gaz importé dans l'Union européenne provient des champs russes. En raison de cette dépendance, notamment pour nos voisins allemands, on assiste à un nouveau choc énergétique avec une flambée des prix, aux conséquences hyper-inflationnistes pour les ménages et pour les entreprises. Quand on n'a plus de pétrole ou de gaz, on doit plus que jamais avoir des idées ! Comment retrouver sa propre énergie ? Comment reprendre en main notre destin énergétique, tout en continuant de respecter les enjeux cruciaux du réchauffement climatique ?

Le 10 février dernier, avant l'offensive russe, Emmanuel Macron détaillait les orientations de la politique énergétique française à l'horizon 2030 : « *une France plus écologique, plus souveraine et créatrice de pouvoir d'achat grâce à la réindustrialisation du pays. Une France qui devait être le premier grand pays à sortir de la dépendance aux énergies fossiles* ». La guerre est venue rebattre les cartes et aujourd'hui nous sommes en plein paradoxe, allant jusqu'à envisager de rouvrir la centrale à charbon de Saint-Avold pour tenter d'éviter la panne l'hiver prochain.

L'Europe peut-elle vraiment se passer du gaz russe et surtout est-elle prête à en payer le prix ? Dès mars dernier, la Commission, par la voix de sa présidente Ursula von der Leyen, a proposé un plan baptisé *REPowerEU*, visant à affranchir l'Union de sa dépendance au gaz russe d'ici à 2027. Ce plan repose sur trois piliers : diversifier l'approvisionnement en gaz ; réduire l'utilisation des combustibles fossiles en renforçant les économies d'énergie, tant au niveau des entreprises que des citoyens ; développer massivement les énergies renouvelables. Pour

financer ces réformes ambitieuses, l'UE a prévu de mobiliser quelque 300 milliards d'euros.

Mais pour les citoyens européens qui ne cessent de voir les prix grimper et qui redoutent de manquer d'énergie cet hiver, 2027 c'est loin. Sur fond d'instabilité politique et de menace un peu partout de montée des extrêmes, des mesures d'urgences se sont donc imposées pour alléger la facture et assurer la régulation, au moins temporaire, des prix. Certes, l'Union a des réserves, mais elles ne sont pas inépuisables ! Ces mesures d'urgence suffiront-elles ?

Alors comment faire ? Faut-il continuer de financer la guerre de Poutine ou décider enfin un embargo sur le gaz russe, à l'instar de ce qu'ont fait la Lituanie et la Pologne ? Pour l'instant, il n'en est pas question, même si de nombreux spécialistes estiment que c'est possible tout en respectant les objectifs climatiques de l'accord de Paris. Selon le Conseil d'analyse économique, le « *sevrage* » du gaz russe n'induirait en effet qu'une perte potentielle de revenu de 0,2 à 0,3 % à l'échelle du continent européen, soit un coût annuel moyen d'environ 100 euros par adulte et par an. A l'heure où le pouvoir d'achat devient la principale préoccupation des Européens, est-ce un prix acceptable ?

A quoi va donc ressembler notre avenir énergétique et écologique ? Le nucléaire restera-il la pierre angulaire de notre politique énergétique ? Les énergies renouvelables peuvent-elles remplacer le gaz russe ?